

GERGELY KISS

**„Jurisdictionem in abbatibus regalibus”
Incertitudes de la Papauté envers la hiérarchie de l’église
hongroise aux XII^e–XIII^e siècles**

Abstract: It is generally known that the head of the medieval Hungarian church was the archbishop of Esztergom and two archbishoprics constituted it (Esztergom and Kalocsa). The present paper, following the debates over the royal churches, aims to determine the base and the origins of the jurisdictional controversies between the two archbishoprics until their end in the mid-thirteenth century and the hesitations of the papacy over jurisdictional questions in the same period.

Keywords: Church History, Ecclesiastical Hierarchy, Royal Churches, Hungary eleventh-thirteenth Centuries, Papacy.



Bien que le titre fasse allusion à un groupe d’institutions restreint, aux abbayes bénédictines, le sujet de l’intervention présente enjambe sur l’intégrité de la hiérarchie ecclésiastique hongroise. Une question de base, telle qu’était la vision de la Papauté sur l’église hongroise, si cette dernière semblait être bien structurée. Question fort étrange à première vue, pourtant une incertitude ou hésitation à grande échelle fut présente dans les relations de la Papauté et la Hongrie. Ce fut une incertitude ou hésitation double: elle caractérisait tant l’hiérarchie ecclésiastique hongroise que la Papauté. Par conséquent se posent de vraies questions: elle se présentait sur quel domain, et pourquoi ?

Voyons d’abord la Hongrie. Il entrerait récemment en question si le principe de gouvernement ecclésiastique propagé par la légende majeure et celle de Hartvik – d’après lesquelles le premier roi hongrois établit dix évêchés

dont la direction fut chargée à l'archevêque d'Esztergom¹ – se mit en vigueur ou non. Autrement dit: existait-elle *a priori* une hiérarchie ecclésiastique hongroise dirigée par l'archevêque d'Esztergom? La réponse est, sans aucune doute, négative. Il n'est pas d'intérêt ici d'entrer dans les détails pour démontrer les phases majeures de l'organisation de l'église hongroise.² Il reste cependant à préciser si Esztergom avait dirigé cette église dès le début. Une telle question rend inévitable de poser une autre, celle de la suffragantie, ou de l'évolution des relations de deux archevêchés (Esztergom, Kalocsa).

Le principe généralement répandu d'une province ecclésiastique unie, dirigé par le seul archevêque d'Esztergom est une illusion. L'unité, l'indépendance fut bien évidemment partie intégrante de l'ecclésiologie du tournant des XI^e–XII^e siècles, surtout dans l'entourage du roi Coloman, qui se précipita à montrer l'autonomie de l'église hongroise par l'histoire fabuleuse de l'envoi de la couronne par le pape, ainsi que par l'accentuation de la prépondérance de l'archevêque d'Esztergom, les droits du roi dans les affaires ecclésiastiques pour contrecarrer les revendications grégoriennes de la Papauté.³

¹ Légende majeure: „[...] *provincias in decem partibus est episcopatus, Strigoniensem ecclesiam metropolim et magistram per consensum et subscriptionem Romane sedis apostolici ceterarum fore constituens [...]*”; Légende d'Hartvic: „*Post hec provincias in decem partibus episcopatus, Strigoniensem ecclesiam metropolim et magistram ceterarum fore constituit [...]*”. *Scriptores rerum Hungaricarum tempore ducum regumque stirpis Arpadianae gestarum*. Ed. Emericus Szentpétery. t. I–II. Budapestini, 1937–1938. (dans ce qui suit: SRH) t. II. p. 383, 411–412.

² Cf.: Marie-Madeleine de CEVINS: *Saint Étienne de Hongrie*. Paris, 2004. passim; László KOSZTA, Adalékok az esztergomi és a kalocsai érsekség viszonyához a XIII. század elejéig [Contributions aux relations des archevêchés d'Esztergom et de Kalocsa jusqu'au début du XIII^e siècle]. In: IDEM, *Írásbeliség és egyházszervezet. Fejezetek a középkori magyar egyház történetéből*. (Capitulum III.) Szeged, 2007. p. 235–253. (dans ce qui suit: KOSZTA 2007a); László KOSZTA: Esztergom és Kalocsa kapcsolata a 11–12. században (Az egységes egyháztartomány megosztása) [Les relations d'Esztergom et de Kalocsa aux XI^e–XII^e siècles (La division de la province unique)]. In: *ibid*, p. 255–259. (dans ce qui suit: KOSZTA 2007b); Gábor THOROCZKAY: Szent István egyházmegyéi – Szent István püspökei [Les diocèses de St. Étienne – les évêques de St. Étienne]. In: IDEM, *Írások az Árpád-korról. Történeti és historiográfiai tanulmányok*. (TDI-könyvek 9.), Budapest, 2009. p. 33–50; Gergely KISS: Az esztergomi érsek királyi egyházak feletti joghatóságának kialakulása a 11–13. században [La formation de la juridiction de l'archevêque d'Esztergom sur les églises royales aux XI^e–XIII^e siècles]. *Századok* 145 (2011), p. 269–292. (dans ce qui suit: KISS 2010)

³ Légende d'Hartvic: „*Quibus auditis valde gavisus Romanus pontifex, cuncta, prout fuerant postulata, benigne concessit. Crucem insuper ferendam regi, velut in signum apostolatus misit, « ego » iniquiens « sum apostolicus, ille vero merito Christi apostolus, per quem tantum sibi populum Christus convertit. Quapropter dispositioni eiusdem, prout divina ipsum gratia instruit, ecclesias simul cum populis utroque iure ordinandas reliquimus. » Inpetratis ergo omnibus, prout petiit, presul Ascribus letus ad propria remeavit, secum ferens, propter que inceptum iter peregerat. Benedictionis ergo apostolice litteris cum corona et cruce simul allatis presulibus cum clero, comitibus cum populo laudes congruas adclamantibus,*

Cela fut – d’un certain point de vue – contraire à l’évolution même. La période s’étendant jusqu’au dernier quart du XI^e siècle ne fut pas caractérisé d’abord par des questions d’hérarchie, malgré l’existence d’un autre archevêché sur la carte ecclésiastique de la Hongrie (Kalocsa). Le fonctionnement de l’église hongroise fut d’abord collégial et c’est seulement à partir de la fin du XI^e siècle qu’elle devenait de plus en plus monarchique. L’ouverture incontestable de ce processus fut l’envoi du *pallium* à Kalocsa (vers 1104⁴), ce qui refléta l’évolution de la juridiction d’un autre archevêché. Portant sur la période précédente aucune trace ne prouve l’existence d’un territoire où s’appliquait la juridiction de Kalocsa. D’ici s’ouvre un chemin direct vers les querelles de juridiction des deux archevêchés qui, s’étendant un siècle long du milieu du XII^e siècle thématissait la politique ecclésiastique hongroise.

Les relations des deux archevêchés monta à la scène pour la première fois après la mort du roi Géza II (1161). Le couronnement de Ladislas II et d’Étienne IV fut l’ouverture d’une crise qui devint de plus en plus grave. Le successeur de l’archevêque Mikó de Kalocsa, André trouva – par l’opposition ferme de l’archevêque d’Esztergom, Luc qui refusa le couronnement de Béla III – une belle occasion non seulement pour renforcer, mais aussi bien pour étendre ses droits.⁵

Dans les années 1170 le débat ne s’articula plus seulement autour de la question du couronnement, il toucha de plus en plus la haute direction de l’église hongroise. Deux sujets s’accompagnaient au droit de coronation: 1) le service spirituel de la famille royale, 2) la juridiction sur le clergé de la cour

dilectus deo Stephanus rex unctioe crismali perunctus, diademate regalis dignitatis feliciter coronatur.” SRH t. II. p. 414. Cf.: József GERICS: Politikai gondolkodás Magyarországon VII. Gergely korában [Pensée politique en Hongrie au temps de Grégoire VII]. In: IDEM, Egyház, állam és gondolkodás Magyarországon a középkorban. Budapest, 1995. p. 144–164; József GERICS – Erzsébet LADÁNYI: A Szentszék és a magyar állam a 11. században [La Saint Siège et la Hongrie au XI^e siècle]. In: Magyarország és a Szentszék kapcsolatának ezer éve. Éd. István ZOMBORI. Budapest, 1996. (dans ce qui suit: ZOMBORI 1996) p. 9–20; Kornél SZOVÁK: Pápai-magyar kapcsolatok a 12. században [Les relations de la Papauté et la Hongrie au XII^e siècle]. In: ZOMBORI 1996, p. 21–46.

⁴ Cf.: *Diplomata Hungariae antiquissima*. Ed. Georgius Györffy. Vol. I. Budapestini, 1992. p. 345. Ici le destinataire est l’archevêque polonais, il est plus probable cependant qu’en réalité ce fut l’archevêque de Kalocsa. Cf.: *Írott források az 1050–1116 közötti magyar történelemről* [Sources écrites de l’histoire de la Hongrie des années 1050–1116]. Éd. Ferenc MAKK – Gábor THOROCZKAY. (Szegedi Középkortörténeti Könyvtár 22.) Szeged, 2006. p. 236–241. (traduit et commenté par Tamás KÖRMENDI)

⁵ KOSZTA 2007a, 244–246; KOSZTA 2007b, 256–257; KISS 2010.

royale.⁶ Ce dernier comprenait bien entendu l'église royale présente partout dans le royaume. Elle fut la dimension horizontale de la *capella regia* s'incluant près des chapelles royales les collégiales et abbayes de fondation royale.⁷ On comprend ainsi pourquoi s'imposaient-t-elles de plus en plus dans les débats de juridiction ecclésiastiques de la fin du XII^e siècle. On doit y ajouter aussi les débats qui s'éclatèrent durant la deuxième moitié de ce même siècle à propos de la divergence économique des deux archevêchés.⁸

Un tournant décisif, visible à vrai dire, fut la décision de la controverse des deux archevêques, par le pape Alexandre III; elle se trouva dès lors comme référence qui contourna les *droits spéciaux* de l'archevêque d'Esztergom. Les concordats de l'époque de Géza II et d'Étienne III (1159/1161, 1172), qui limitèrent beaucoup aux rois les droits d'intervention dans les affaires ecclésiastiques, semblaient de renforcer la juridiction d'Esztergom sur deux groupes d'institutions, ceux des collégiales et de abbayes royales.⁹ Les bulles

⁶ Kiss 2011, surtout p. 274–284.

⁷ Cf. László FEJÉRPATAKY: *A királyi kancellária az Árpádok korában* [La chancellerie royale à l'époque des Arpadiens]. Budapest, 1885; Imre SZENTPÉTERY: *Magyar oklevéltan. A magyarországi középkori okleveles gyakorlat ismertetése* [Manuel diplomatique de Hongrie. Présentation de la pratique diplomatique en Hongrie au Moyen Âge]. (A magyar történettudomány kézikönyve II/3.) Budapest, 1930; Lajos Bernát KUMOROVITZ: *A királyi kápolnaispán oklevéladó működése. (A királyi kancellária fejlődése a XIV. és XV. század fordulóján)* [L'activité diplomatique du comes capellae royal (Le développement de la chancellerie royale au tournant des XIV^e–XV^e siècles)]. In: *Regnum* 5 (1942–1943), 455–497; Lajos Bernát KUMOROVITZ: *A budai várkápolna és a Szt. Zsigmond prépostság történetéhez* [Contribution à l'histoire de la chapelle castellaine et de la collégiale de St. Sigismund de Buda]. In: *Tanulmányok Budapest múltjából* 15 (1963), p. 109–151., ici p. 120–121., 124–128; András KUBINYI: *Királyi kancellária és udvari kápolna Magyarországon a XII. században* [La chancellerie royale et la chapelle de la cour en Hongrie au XII^e siècle]. In: IDEM: *Főpapok, egyházi intézmények és vallásosság a középkori Magyarországon*. (METEM Könyvek 22.) Budapest, 1999; Márta FONT: *A világi igazgatás intézményrendszerének kialakulása az Árpád-korban (1000–1301)* [La formation des institutions du gouvernement séculier à l'époque des Arpadiens]. In: Márta FONT – Tamás FEDELES – Gergely KISS – Kata RAFFAYNÉ KÁLSECEZ, *Magyarország kormányzati rendszere (1000–1526). Egyetemi tankönyv*. Pécs, 2007. p. 9–43, surtout p. 37–38; Tamás FEDELES: *A világi kormányzat működése a késő középkorban (1301–1526)* [Fonctionnement du gouvernement au bas Moyen Âge (1301–1526)]. In: *ibid*, p. 45–100., ici p. 64–69; Gergely KISS: *Királyi egyházak a középkori Magyarországon* [Les églises royales en Hongrie au Moyen Âge]. Pécs, 2012. p. 38–45.

⁸ KOSZTA 2007a, p. 247., 248–249.

⁹ „[...] *absque auctoritate, et consilio eius [sc. pape] et successorum suorum, depositionem, seu translationem episcoporum non faceret, vel fieri permetteret, [...]. Preterea [...] decedentibus episcopis, in rebus episcopalibus procuratores laicos de cetero non ponemus, atque poni nullatenus permittemus, sed honestos clericos, qui non ad voluptatem, sed ad necessitatem victus de ipsarum ecclesiarum rebus moderate accipiant, ibidem instituemus, qui reliqua omnia bona fide, et sine fraude aliqua ad reedificationem ipsarum ecclesiarum, et domorum episcopalium, seu canonicorum, ad usus quoque pauperum, viduarum, et orphanorum fideliter debeant asservare. [...] regales prepositi, vel abbates, de suis*

des années 1180–1190 confirmèrent, elle-même en général la juridiction spirituelle sur les églises royales, en se référant – comme celle de Célestin III en 1191¹⁰ – aux décisions des prédécesseurs, Alexandre III et Clément III¹¹.

preposituris, vel abbatibus, seu dignitatibus non a modo deponentur, in hac parte consuetudini nostre antique per nos et posteros nostros renunciantes, nisi infausto casu contingeret, eos super certo crimine, canonico ordine, convinci, vel crimen suum publice confiteri. Ad hec C[osma] archiepiscopus Colocensis, omnes episcopi et electi, regales praepositi, et abbates munificentiam, ac libertatem, quam pro reverentia beati Petri, et sanctissimi pape nostri Alexandri, nec non et M[anfredi] venerabilis diaconi cardinalis, Apostolice Sedis legati sibi concessimus, attendentes, pravam suam consuetudinem, et omnibus canonibus obviantem, quam in instruendis et destruendis prepositis, aliisque dignitatibus, et ecclesiasticis beneficiis subtrahendis exercebant, in manus predicti cardinalis penitus reliquerunt. [...] nulli archiepiscoporum, episcoporum, electorum, prepositorum, abbatum, deinceps licentia pateat de preposituris suos prepositos removere, vel alias ecclesiasticas personas suis dignitatibus, aut ecclesiasticis beneficiis privare, nisi forte de crimine fuerint convicti canonice, vel confessi. Hec autem omnia de consilio gloriose regine matris nostre et archiepiscoporum, episcoporum omnium, electorum, prepositorum regalium atque abbatum, comitum omnium, procerum et aliorum principum stabilita ac firmiter corroborata noscantur.” Regesta regum stirpis Arpadianae critico-diplomatica. Az Árpád-házi királyok okleveleinek kritikai jegyzéke. I-II/1. Ed. Emericus Szentpétery. Budapest, 1923–1943. II/2–4. Eds. Emericus Szentpétery – Iván Borsa. Budapest, 1961–1987. nr. 118; Codex diplomaticus Hungariae ecclesiasticus ac civilis. Vol. I–XI. Ed. Georgius Fejér Budae, 1828–1844. (dans ce qui suit: FEJÉR) II. 180–183. (1169!)

¹⁰ „Celestinus episcopus servus servorum Dei, venerabili fratri [...] Strigoniensi archiepiscopo salutem et apostolicam benedictionem. Tue devotionis fervorem, quam circa Romanam ecclesiam et nos specialiter habes, certis rerum indicibus cognoscentes, tuis desideriis duximus et petitionibus annuendum et tam in coronatione regis, iuxta quod in registro bone memorie Clementis predecessoris nostri habetur inscriptum, tibi privilegium confirmamus, quam etiam regie domus officialium prepositos vinculo anathematis alligandi et in causis spiritualibus iudicandi, plenam et illibatam tuam fraternitatem habere decernimus potestatem, ita siquidem, ut nullus Ungarici regni prelatorum, nisi tu solus, sicut etiam in regia concessionem habetur, beate memorie predecessoris nostri Alexandri auctoritate, ac nostra, tue ecclesie confirmata, id presumptione qualibet audeat attemptare. Cum autem ecclesia Theuthonicorum Ultrasilvanorum in preposituram sit liberam instituta, et eisdem, quibus [et alie] prepositure exemptae, libertatis insignibus redimita, et eam autentico scripto carissimus in Christo filius noster Bela illustris rex Ungarie studuit communicare, quam etiam dilectus filius noster Gregorius sancte Marie in Porticu diaconus cardinalis, tunc Apostolice Sedis legatus privilegii sui munimine roboravit et apostolica postmodum auctoritas confirmavit, eandem institutionem ratam habentes, precepimus nostri registri serie contineri, perenni memoria duraturam. [...]”. Monumenta ecclesiae Strigoniensis. t. I–III. Éd. Ferdinandus Knauz – Ludovicus Crescens Dedek. Strigonii, 1874–1924. t. IV. Éd. Gabriel Dreska – Geysa Érszegi – Andreas Hegedűs – Tiburcius Neumann – Cornelius Szovák – Stephanus Tringli. Strigonii – Budapestini, 1999. (dans ce qui suit: MES) t. I. p. 141–142; Árpád-kori új okmánytár. Codex diplomaticus Arpadianus continuatus. t. I–XII. Éd. Gusztáv Wenzel. Pest – Budapest. 1863–1874. t. VI. p. 182–183., Urkundenbuch zur Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen. t. I–VII. Éd. Franz Zimmermann – Carl Werner. Hermannstadt – Bukarest, 1892–1981. (dans ce qui suit: UGDS) t. I. nr. 1; FEJÉR t. II. p. 250–251; UGDS t. I. nr. 2. Cf.: KOSZTA 2007a, p. 246–247.

¹¹ „Clemens episcopus servus servorum Dei, venerabili fratri Iob Strigoniensi archiepiscopi eiusque successoribus canonice substituendis in perpetuam memoriam. [...] Inde est, quod precibus tuis clementer annuimus, et Strigon[iensem] ecclesiam, cui auctore Deo preesse dinosceris, ad exemplar felicis memorie

À la fin du XII^e siècle Kalocsa, de son côté, devint archevêché d'une façon incontestable dans le sens juridique et territorial du terme. L'envoi du *pallium*¹² symbolisa seulement le début de ce processus, qui aboutit à la création d'un réseau des suffragants, énumérés pour la première fois dans l'inventaire des revenus du roi Béla III.¹³

La controverse de juridiction des deux archevêques ne s'apaisa point au début du XIII^e siècle, bien au contraire, elle devenait de plus en plus ardente. En plus, la querelle du roi Émeric et de l'archevêque d'Esztergom, Job y préta la main: le prélat de Kalocsa, Jean – successeur d'ailleurs de Job ! – essaya d'en profiter. À la fin de tous ces débats (1202–1205) Job arriva à s'assurer 1) le droit de coronation, 2) la juridiction spirituelle de la cour royale (famille royale, personnel de la cour) 3) celle des collégiales et abbayes royales), 4) droit de *pisetum* (dîme des revenus royaux).¹⁴ Cependant des débats, éclatés autour de ces droits spéciaux, rendaient toujours tendues les relations des deux prélats. Les tentatives énergiques de l'archevêque de Kalocsa, Bertold n'arrivèrent pas leur but, elles montrent cependant des incertitudes internes

Lucii pape, predecessoris nostri, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus et presentis scripti privilegio communimus, statuentes, ut quascumque possessiones, quecumque bona eadem ecclesia in presenciarum iuste et canonice possidet, aut in futurum concessione pontificum largitione regum vel principum, oblatione fidelium, seu aliis iustis modis prestante domino poterit adipisci, firma tibi, tuisque successoribus et illibata permaneant. Preterea libertates et immunitates a sancte memorie rege Stephano et successoribus eius indultas, antiquas quoque et rationabiles consuetudines ipsius ecclesie auctoritate apostolica confirmamus. [...]" MES t. I. p. 135–136; „Clemens episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis ... Albensi preposito [=collégiale de Székesfehérvár] et ... abbati sancti Martini [=abbaye bénédictine de Pannonhalma] salutem. [...] per apostolica vobis scripta mandamus, quatinus venerabili fratri nostro Jobo Strigoniensi archiepiscopo reverentiam et obedientiam impendere procuretis, quam predecessores vestri consueverunt predecessoribus exhibere". Archives Nationales de Hongrie. Collection Antemohacsiana. Département de Photos (dans ce qui suit: DF) 248965, sa copie du XVIII^e siècle: *ibid*, A 93 Acta particularia nr. 2. Fol. 485r; *A Pannonhalmi Szent-Benedek-Rend története* [Histoire de l'ordre de St. Benoît de Pannonhalma]. t. I–XII/B. Éd. László Erdélyi – Pongrácz Sörös. Budapest. 1902–1916. (dans ce qui suit: PRT) t. I. 614; MES t. I. p. 139–140. Dans les privilèges pontificaux du dernier quart du XII^e siècle se formula régulièrement l'allusion aux droits remontant à St. Étienne, premier roi chrétien, ce qui servait de plus en plus comme référence juridique incontestable. Cf.: KOSZTA 2007a. p. 246–247.

¹² Benedikt KRANEMANN: *Pallium*. In: *Lexikon des Mittelalters* VI (2003), p. 1643–1644; Josef BRAUN: *Die liturgische Gewandung im Occident und Orient nach Ursprung und Entwicklung, Vorwendung und Symbolik von -- mit 316 Abbildungen*. Freiburg im Breisgau, 1907. p. 620–676.

¹³ János BARTA Jr. – Gábor BARTA: III. Béla király jövedelmei. (Megjegyzések középkori uralkodóink bevételeiről) [Les revenus du roi Béla III. (Notes sur les revenus des rois hongrois au Moyen Âge)]. *Századok* 127 (1993), p. 413–449., ici p. 443–444.

¹⁴ FEJÉR Vol. II. p. 392–393, 404, 416–417, 420; DF 237272; FEJÉR Vol. II. 419; MES t. I. p. 166–167, 180–181. Cf.: KOSZTA 2007a, p. 247–248.

de l'hierarchie de la province ecclésiastique hongroise.¹⁵ Des oppositions personnelles insolubles caractérisaient ces années, dont un bel exemple fut le plan de traité de 1212 qui favorisa plutôt l'émancipation de l'archevêque de Kalocsa, sans avoir oublié le renforcement de quelques droits spéciaux devenus incontestables. Le plan ne fut pas retenu par Innocent III, même fermement refusé, il mérite pourtant d'être cité: 1) le droit de la première coronation du roi est attribué à l'archevêque d'Esztergom, sauf s'il ne pourrait ou voudrait pas la faire, ou son siège serait en état de vacances, dans ces cas-là l'archevêque de Kalocsa couronne le roi, 2) le droit de la deuxième coronation est attribué à tous les deux, 3) le droit de dîme des revenus royaux est attribué à l'archevêque d'Esztergom, 4) ce dernier renonce à toute revendication de juridiction dans la province de Kalocsa, sauf celle du *pisetum*, 5) la juridiction spirituelle du personnel de la cour royale est liée à l'évêque diocésain, 6) l'office des sacrements au roi, aux enfants du roi est attribué et aux archevêques et aux évêques diocésains, le choix dépend de la volonté du roi; clauses: a) les autres droits des archevêques ne sont pas touchés, b) toute prescription contraire au présent traité n'a pas de vigueur, sauf les droits du Siège Apostolique, c) les archevêques et leurs suffragants prêtent un serment de respecter le traité présent. Dans le cas, où le pape refuserait de le confirmer, les prescriptions antérieures se mettent en vigueur.¹⁶

En fait cela s'effectua, le pape rejeté fermement le traité élaboré. Il mentionna trois raisons: 1) il fut réalisé malgré les objections du chapitre cathédral d'Esztergom, l'application l'endommagerait;¹⁷ 2) la demande précédente du roi pour avoir la confirmation du droit de couronnement à l'archevêque d'Esztergom était en contradiction avec le traité présent;¹⁸ 3) il est fort dangereux si deux archevêques jouissent également du droit de coronation ce qui pourrait amener à la division du royaume.¹⁹

Les années 1210 mirent l'archevêque d'Esztergom à rude épreuve: non seulement son homologue de Kalocsa, mais l'évêque de Veszprém le menaça. Ce dernier fortifia au préalable son pouvoir d'ordre dans son diocèse (en 1212 et 1216), ensuite il fit assurer le droit de coronation de la reine (1220). Tout cela montrait l'image du dernier assaut d'une longue bataille: Kalocsa n'arriva pas à acquérir par contestation les droits spéciaux

¹⁵ KOSZTA 2007a. p. 249–250.

¹⁶ Voir le texte en Annexe.

¹⁷ Voir le texte en Annexe.

¹⁸ Voir le texte en Annexe.

¹⁹ Voir le texte en Annexe.

d’Esztergom,²⁰ seul l’évêque de Veszprém put rassurer définitivement son droit de coronation de la reine.

Constatons donc qu’au XI^e siècle l’hierarchisation de l’église hongroise fut relativement faible. D’une gestion apparemment collective s’articulait entre les archevêchés d’Esztergom et Kalocsa, de la fin du XI^e et surtout au milieu du XII^e siècle. Le gouvernement ecclésiastique hongroise ne se divisa pas en deux provinces distinctes, la primauté d’Esztergom fut à l’époque loin de se manifester. La première prise de position décidée dans ce débat fut celle d’Alexandre III qui confirma pour la première fois les droits spéciaux et la prépondérance d’Esztergom (droit de couronnement, juridiction spirituelle sur la famille royale, le personnel de la cour, les prévôtés et abbayes royaux, revenu levé sur la frappe de la monnaie royale) ce qui servait de point de référence dans les débats à venir. Bien que ces droits spéciaux et cette primauté fussent remis en question, cela n’emporta point de changements durables. Au milieu du XIII^e siècle il devint incontestable que le droit du couronnement du roi, la juridiction spirituelle sur la famille royale, le personnel de la cour et les églises royales.²¹

²⁰ L’affaire de l’élection du prévôt de la collégiale d’Arad et son subordination emporta le succès de l’archevêque d’Esztergom (1225–1246). La tentative d’émancipation juridique de l’archevêque de Kalocsa assura des avantages purement théorique en 1219. „*Honorius epsicopus serous servorum Dei venerabili fratri Hugolino archiepiscopo Colocensi salutem et apostolicam benedictionem. Cum constitute per Ungariam regales ecclesie in temporalibus regi et sedi apostolice in spiritualibus nullo pertineant mediante, te, quem amplexemur specialis dilectionis brachiis, de nostro in ipsis providimus honorandum. Cum ergo, sicut in nostra proposuisti presentia cinstitutus, decimas percipias in aliquibus ecclesiis regalibus in Colocensi diocesi et provincia consistentibus, quarum te decet populis iuxta officii tui debitum proponere verbum Dei, nos tuis precibus inclinati, tibi personaliter de gratia concedimus speciali, ut cum ad regales ecclesias tue diocesis et provincie te declinare contigerit, palleo consuetis diebus et aliis insigniis archiepiscopalibus uti possis. [...]*”. *Vetera monumenta historica Hungariam sacram illustrantia*. t. I–II. Ed. Augustinus Theiner. Romae, 1859–1860. (dans ce qui suit: THEINER) t. I. p. 21–22. Une charte similaire fut adressée aux églises royales en question. Ibid, p. 22. „[...] *Sane oblata nobis venerabilis fratri nostri ... Colocensis archiepiscopi conquestio patefecit, quod tu premissa, prout condecet, non attendens in provincia et diocesi Colocensi in abbatibus, preposituris ac ecclesiis regalibus cum palleo celebras, ac coram te crucem facis, in eiusdem preiudicium baiulari. Cum igitur hoc potius presumi creditur ex arrogantia, quam ex privilegio vel indulgentia speciali, cum imperium non habeat par in parem, nolentes occasione huiusmodi inter vos et ecclesias vestras dissensionis materiam suboriri, cum posset ex hoc in toto regno Ungarie per vos, qui estis principalia membra eius, scandalum generari, fraternitati tue per apostolica scripta firmiter precipiendo manadmus, quatenus a premissis in posterum taliter conquiescas, quod idem archiepiscopus, quem nos et fratres nostri sincere dilectionis brachiis amplexamur, suam propter hoc non cogatur ad nos iterare querelam, a cuius molestatione, etsi non voluntarius, post admonitionem nostram pena presumptionem huiusmodi subsequente cessare cogeres invitus. [...]*”. THEINER t. I. p. 22. Cf.: KOSZTA 2007a. p. 251.

²¹ Le titre *primas* montre bien cette tendance. Il fut employé pour la première fois en 1239, dans une charte du roi Béla IV („[...] *et cum praedicta sancta Strigoniensis ecclesia locum primatis in regno*

La papauté y avait un rôle irréprochable. Il semble, à première vue que le Siège Apostolique se rangeait conséquemment du côté de l’archevêque d’Esztergom pour mieux défendre ses droits spéciaux – ce qui est un vrai tromp-l’oeil. L’incertitude de la papauté s’aperçoit à plusieurs reprises: elle octroya d’abord certains droits, qu’elle retira après. Il n’est pas sans intérêt d’examiner de près la raison de ces flux et reflux.

Le XI^e siècle montre de ce point de vue une homogénéité, l’image d’une église hongroise dirigée par l’archevêque d’Esztergom fut généralement répandue dans les actes pontificale de cette période.²² Cependant, au début du XII^e siècle l’on peut découvrir de changements d’accentuation dans la vision intégrale de la papauté envers l’église de Hongrie. Dans sa lettre de 1104 et adressée sans doute à l’archevêque de Kalocsa Pascal II développa un large discours sur l’importance du *pallium*. Il éclaira qu’il s’agissait d’un ornement symbolisant le pouvoir juridictionnel d’un métropolitain. Pascal II y ajouta aussi que la cour royale de Hongrie fut frappée par cela et par le fait que l’octroi du *pallium* était accompagné d’un serment de fidélité. Il signala aussitôt de ne pas avoir l’intention d’inciter des controverses.²³ Pascal II rendit, sans aucune doute compte de l’impact de cette décision ce qui s’approuve par l’envoi en Hongrie du légat Cunon dans les années 1110 pour accélérer la mise en fonctions des principes grégoriennes. Tout cela se reflète dans les décisions du deuxième synode d’Esztergom.²⁴

nostro tenere dignoscatur [...]), qui devint partie intégrale de l’intitulation des archevêques d’Esztergom depuis la fin XIV^e siècle. À ce même moment – en 1394 – fut décoré l’archevêque János Kanizsai par le titre et la fonction du légat né (*legatus natus*). Boniface IX lui attribua un an après le même titre en étendant l’usage aux successeur de l’archevêque. MES t. I. p. 329 (1239); UGDS t. III. nr. 1316. (1394), Zsigmond-kori oklevéltár [Chartes de l’époque de Sigismund de Luxembourg]. t. I-X. Éd. Elemér Mályusz – Iván Borsa – Norbert C. Tóth. Budapest, 1951–2007. Vol. I. nr. 3885. (1395) Cf.: László MEZEY: Az esztergomi érsekség primáciává fejlődése [Le développement de la primauté de l’archevêque d’Esztergom]. *Vigília* 41 (1976:6), p. 368–374; KOSZTA 2007a. p. 252.

²² DHA p. 43 (1007, synode de Francfort), Monumenta Germaniae Historica, Scriptorum. t. XVII. p. 635–635 (1012, consécration de la cathédrale de Bamberg); *ibid.* t. IV. p. 547–548. (vers 1020–1030 chronique d’Arnold, moine de Ratisbonne), DHA p. 220. (1077, lettre de Grégoire VII à l’archevêque d’Esztergom, Nehemias)

²³ “[...] Significasti, frater karissime, regem et regni maiores admiratione permotos, quod palleum tibi ab apocrisariis nostris tali conditione oblatum fuerit, si sacramentum, quod a nobis scriptum detulerant, iurares. In pallio, frater, plenitudo conceditur pontificalis officii, quia iuxta Sedis Apostolice et totius Europe consuetudinem ante acceptum palleum metropolitanis minime licet aut episcopos consecrare aut synodum celebrare. [...] Ita te, frater karissime, fruamur in Domino, ut non per te in ecclesiis subtractionis et dissidii, quod absit, oriatur occasio”. DHA p. 345–346.

²⁴ Szabolcs Anzelm SZUROMI: Zsinati fegyelem és pápai kapcsolatok Magyarországon [Questions de discipline et relations avec la papauté en Hongrie]. *Vigília* 67 (2007:2)

Plus tard, la papauté devait faire face aux retentissements de ces démarches, ainsi que de la redistribution des potentiels du pouvoir séculier hongrois à la politique ecclésiastique. Tout cela, il est fort vraisemblable alimentait depuis le milieu du XII^e siècle l'incertitude de plus en plus envahissante de la papauté. Alexandre III devait affronter une situation très particulière. Bien qu'il ait été reconnu par Géza II (1141–1161) contre Victor IV, et il soit arrivé à imposer au roi hongrois à se contenter quelques réserves du droit de patronage, ses efforts à éteindre les controverses des prélats hongrois et de l'église locale, restaient infructueux.

La conjonction de deux facteurs explique ce phénomène. D'une part les querelles de trône éclatées au lendemain de la mort de Géza II assuraient une belle occasion à l'archevêque de Kalocsa d'en tirer du profit, de revenir au soleil de l'ombre des prélats d'Esztergom et d'acquérir certains droits spéciaux. D'autre part Pascale II fonda une base assez solide, par l'envoi du *pallium*, à ces tentatives.

À quel point apparaissait cette incertitude de la papauté ? Alexandre III prit une mesure décisive portant sur Esztergom qui fut mentionnée plus tard comme référence. Il approuva et fit approuver à l'archevêque de Kalocsa et même au roi son droit de couronnement, et de la frappe de monnaie ainsi que sa juridiction spirituelle sur la famille royale, le personnel de la cour, les prévôtés et abbayes royales. Pourtant une énorme incertitude envahissait la cour pontificale. Les tentatives d'exemption de deux établissements de fondation royale – il s'agit de la collégiale de Székesfehérvár et l'abbaye bénédictine de Pannonhalma – devaient être contrecarrées d'après les insistances de l'archevêché d'Esztergom (1191). Ce fut même le Saint Siècle qui leur avait octroyé des privilèges d'exemption limitée.²⁵ Deux débats intéressants du tournant des XII^e–XIII^e siècles confirment cette incertitude.

Des débats s'articulèrent autour du prévôté et du doyenné de Szeben déjà en 1192. Célestin III confirma alors la décision du légat Grégoire, cardinal-

(<http://www.vigilia.hu/2002/7/szuromi.html> – 11–10–2010); Szabolcs Anzelm SZUROMI: Esztergomi zsinatok és kánongyűjtemények a XII. századi Magyarországon [Les conciles d'Esztergom et les collections canoniques en Hongrie au XII^e siècle]. *Iustum, aequum, salutare. Jogtudományi folyóirat* II (2006:1–2), p. 191–201; Szabolcs Anzelm SZUROMI: Az első három Esztergomi Zsinat és a magyarországi egyházfegyver a XII. században [Les trois premiers conciles d'Esztergom et la discipline en Hongrie au XII^e siècle]. *Magyar Könyvszemle* 115 (1999), p. 377–409.

²⁵ Gergely Kiss: A székesfehérvári prépostság egyházi helyzete a középkorban [Le statut juridique ecclésiastique de la collégiale de Székesfehérvár au Moyen Âge]. *Századok* 141 (2007), p. 271–297; Gergely Kiss: A pannonhalmi apátság egyházi helyzete a 11–13. században (exemptio és protectio) [Le statut juridique ecclésiastique de l'abbaye de Pannonhalma aux XI^e–XIII^e siècles]. *Századok* 138 (2004), p. 265–324.

diacre de S. Marie in Porticu qui subordina les églises des Saxons de la Transylvanie à une institution commune exemptée.²⁶ Bien qu’Innocent III l’approuva en 1198,²⁷ un an après l’évêque de Transylvanie se rua sur l’extension de sa juridiction – se disant à « défendre » ses droits – il contesta tout simplement cette exemption. Le pape l’autorisa alors à citer devant le Siège Apostolique l’archevêque d’Esztergom ou le prévôt de Szeben dans le cas où ces derniers violeraient sa juridiction ou un tel soupçon s’articulerait, puisque l’évêque possédait les droits paroissiaux et de dîme.²⁸ Quelques années plus tard la situation se bouleversa complètement. Au début du XIII^e siècle s’apparait le plan de la transformation du prévôt de Szeben à un évêché dont le promoteur fut vraisemblablement l’archevêque de Kalocsa, Berthold. Cela se dessinait dans l’arrière-plan du conflit récemment surgi entre l’archevêque d’Esztergom et de Kalocsa. Au 19 janvier 1212 Innocent III déclara – à l’occasion de la nomination du nouveau prévôt – que la collégiale était sujété directement à la juridiction spirituelle du Saint Siège.²⁹ Par contre, en 1199 ce fut même l’extension de la juridiction de l’archevêque d’Esztergom qui anima les tensions. Un mois après le pape rejeta le traité élaboré à mettre fin aux controverses des deux archevêques. Ce faisant Innocent III se prononça avec plein d’obscurité ce qui traduit bien l’incertitude s’étendant autour du statut juridique ecclésiastique du chapitre collégial. Il formula deux options: 1) la collégiale de Szeben était soumise à sa juridiction ou 2) à celle de l’archevêque d’Esztergom. Le roi refusa fermement la première, tandis que les procureurs de l’archevêque soutenaient la deuxième.³⁰

Une inconséquence similaire se voit dans le litige du roi Éméric (1196–1205) et l’archevêque d’Esztergom, Job. Au début de la querelle éclatée à la

²⁶ UGDS t. I. nr. 1.

²⁷ UGDS t. I. nr. 4.

²⁸ UGDS t. I. nr. 5.

²⁹ „[...] *Innocentius episcopus servus servorum dei venerabili fratri ... electo et preposito Colocensibus salutem et apostolicam benedictionem. Sicut dilectus filius magister R. nobis exponere procuravit, carissimus in Christo filius noster, Ungarie rex illustris, ipsum ad preposituram duxit canonice presentandum. Verum quia prepositura eadem ad nos in spiritualibus nullo pertinet mediante, nobis humiliter supplicavit, ut sibi eam in his, que ad nos pertinent, conferremus. Nos autem, quod per dictum regem factum canonice fuerat, approbantes, per apostolica vobis scripta mandamus, quatinus dictum R. in eadem prepositura instituere auctoritate apostolica procuretis. [...]*”. UGDS t. I. nr. 20.

³⁰ „[...] *Super episcopatu quoque de novo creando Cibiniensem ecclesiam in Ultrasilvana diecesi, qui metropoli Colocensi subdatur, petitionem regiam nequivimus exaudire, quoniam sive apostolice sedi, sicut tu ipse firmiter protestaris, sive Strigoniensi metropoli, sicut procuratores ipsius fortiter asserebant, Cibiniensis prepositura sit in spiritualibus immediate subiecta, id absque dubio in alterutrius preiudicium redundaret. [...]*”. FEJÉR Vol. III. t. 1. p. 129–134.

fin de 1202 Innocent III prit d'abord une position tout à fait contraire au développement juridique de la dernière vingtaine d'années. Dans une lettre de novembre de cette année qu'il adressa aux prélats hongrois, il formula que les collégiales royales étaient soumises à la juridiction spirituelle du Saint Siège, quant au temporel, elles appartenaient au roi. Le pape déclara ceci à la suite d'une requête royale ce qui se reflétait aussi bien dans une lettre de février 1203 adressée au roi Émeric. Au printemps cette prise de position se changea radicalement. Par la suite de la plaide que Job, archevêque d'Esztergom y porta personnellement, Innocent III retira sa décision émise quelques mois auparavant pour substituer d'une autre en pleine opposition. Quatre points furent réaménagés: 1) le droit du couronnement, 2) le service des sacres au roi, à la reine et leurs enfants, 3) la juridiction sur les prévôts du personnel de la cour royale ainsi que les collégiales et abbayes royales, 4) la dîme des revenus royaux. Esztergom (re)gagna dans tous les domaines. Il n'est pas sans intérêt de voir les références de cette résolution. Au cas du couronnement Innocent III se référa aux dispositions des ces prédécesseurs – Alexandre III, Clément III et Célestin III – dans le deuxième ce dernier. Quant aux deux derniers points Innocent III se servit de la coutume (*consuetudo*).³¹

Il est incontestable, d'après ces débats, qu'au dernier quart du XII^e et au début du XIII^e siècle une forte incertitude entourait l'hierarchie ecclésiastique hongroise – surtout la relation des deux archevêques – ainsi que les droits spéciaux d'Esztergom. Cette incertitude extérieure, manifestée dans les prises

³¹ „*Innocentius episcopus servus servorum Dei venerabili fratri Strigoniensi archiepiscopo salutem et apostolicam benedictionem. [...] Ius, quod a bone memorie Alexandro papa, predecessore nostro, et inclite recordationis Bela Ungarorum rege ac ecclesia Colocensis, videlicet, ut Ungarici reges ab archiepiscopis Strigoninensibus semper debeant coronari, Strigoniensi metropoli fuit manifeste recognitum, sicut in eorum authenticis [litteris] continetur; et felicitis recordationis Clemens et Coelestinus, predecessoris nostri suis litteris confirmarunt. Ius quoque, quod habes in conferendis ecclesiasticis sacramentis regibus et reginis Ungarie ac heredibus eorumdem, et iurisdictionem ecclesiasticam, quam in prepositos et officiales regie domus habes, quam et idem predecessor noster Coelestinus ecclesiam tuam habere decrevit, iurisdictionem etiam, quam obtines in abbatibus et preposituris regalibus, ecclesie Strigoniensi per Ungariam ubicunque subiectis, decimas insuper primitias et incensum, que de camera regis ecclesie memorate debentur, sicut omnia de ratione, vel consuetudine ad ecclesiam tuam pertinere noscuntur, tibi et successoribus tuis apostolica confirmamus. [...]*”. FEJÉR II. 416–417. Dans une autre charte d'Innocent III on est renseigné de la protestation personnelle de Job devant le pape en matière de la juridiction sur des collégiales et abbayes. „[...] *Tu vero, ad apostolicam sedem consequenter accedens, in nostra et fratrum nostrorum proposuisti presentia viva voce, quod in abbatibus et preposituriis regalibus ad te ac Strigoniensem ecclesiam iurisdictione ecclesiastica pretinebat. Volentes igitur tibi et eidem ecclesie posterum precavere, presentium auctoritate decernimus, ut occasione litterarum, quas primo direximus [à savoir la charte du pape favorable au roi – G. K.] circa preposituras regales, ecclesie Strigoniensi per Ungariam ubique subiectas, nullum tibi vel successoribus tuis preiudicium generetur. [...]*”. FEJÉR II. 420.

de position de la papauté, est dûe d'autant plus à l'imprécision de la structure hiérarchique hongroise qu'aux formules employés par la papauté dans ses relations juridiques.

Le Saint Siècle essayait de désigner sous plusieurs formes le statut juridique spécial des établissements religieux privilégiés. Une des formules employées fut la *libertas* qui désignait avant la deuxième moitié du XI^e siècle la protection et la tuitio (*protectio, tuitio*) surtout contre les excès de l'exercice du pouvoir d'ordre des évêques. À l'époque de Grégoire VII et Urbain II cette liberté se transforma de plus en plus; y fut ajouté l'adjectif « romaine » (*libertas Romana*) pour décrire une liberté épargnée de la portée des laïcs et qui fut parfois usée comme équivalent de l'exemption du pouvoir de juridiction des évêques. En plus apparassait le cens (*census*) une taxe à payer au Saint Siècle ce qui amena au XII^e siècle à une forte confusion de la valeur juridique de la *libertas* et de *census*. Que signifiaient la liberté et le cens: la protection ou l'exemption ?

Ce fut Alexandre III qui tenta de résoudre les contradictions et les ambiguïtés. D'une part il distingua les églises payant un cens en reconnaissance d'une protection de celle qui contribuaient pour la liberté, terme équivalent à l'exemption (*libertas, exemptio*). D'autre part il développa une autre formule aux autres églises qui avaient des relations juridiques avec le Saint Siècle (*specialiter beati Petri iuris*). En résumant ces inventions, Alexandre établit le règle de concevoir une église exempte celles a) qui ne payaient pas de cens, mais furent exemptes du pouvoir de juridiction de l'évêque par d'autres manières et celles b) qui payaient une taxe annuelle *ad inditium* ... *percepte libertatis*.³² Elles, toute appartenaient « aux droits spéciaux de St.

³² „Alexander III A. de Summa subdiacono nostro, apostolice sedis legato. Recepimus litteras quas pro ecclesiis nostris censualibus contra venerabilem fratrem nostrum B[onifacium] Novariensem episcopum direxisti, et earum tenore perpendimus, qualiter ad iura nostra servanda vigil existas. Ceterum discretioni tue volumus non latere, quod, sicut non omnes ecclesie que specialiter beati Petri iuris existunt, annuatim apostolice sedi censum exsolvunt, ita nec omnes censuales ab episcoporum subiectione habentur immunes. Inspicienda sunt ergo privilegia ipsarum ecclesiarum et ipsorum tenor diligentius attendendus, ut si fuerit deprehensum, quod ecclesia que censum exsolvit, specialiter beati Petri iuris existat et ad inditium percepte libertatis census annuus conferatur, non immerito poterit speciali prerogativa gaudere. Si vero ad inditium percepte protectionis census solvitur, nichil ex hoc iuri diocesani episcopi videtur subtractum. Cum igitur constet presbiterum Sancti Zenonis prefato episcopo obedientiam promississe in ordinatione sua, sicut in iure confessus asseritur, nolumus, quod cum vel alios qui similem causam habent contra prefatum episcopum vel alios tueraris, quia sicut iustitiam nostram a fratribus et coepiscopis nostris nobis volumus conservari, ita iura sua custodire nos convenit illibata.“ Regesta pontificum Romanorum ab condita ecclesia ad annum post Christum natum MCXCVIII. Eds. Philippus Jaffé, editionem secundam correctam et auctam, auspiciis Georg Wattenbach curaverunt Samuel Loewenfeld, Friedrich Kaltenbrunner, Paul Ewald. t. I-II. Lipsiae. 1885–1888. (JL, Samuel Loewenfeld, Vom Pontifikat

Pierre » (*ecclesie que specialiter beati Petri iuris existunt*).³³ En plus un autre formule fut y ajouté, un élément de complément, celui de *nullo medio / nullo mediante*.³⁴ La notion *exemptus*, même si elle fut incontestable, apparaissait rarement.³⁵ Un autre formule – *salva iuris sedis apostolice auctoritatis* – avait une carrière particulière. Il s’aperçut pour la première fois sous le pontificat de Grégoire VII, peu usagé jusqu’à l’époque d’Innocent II, mais il fut largement répandu après. À l’origine il désignait la réservation des droits de propriété du pape, il devint cependant une marque d’exemption aux temps d’Alexandre III. Le formule avait même une variation très caractéristique, *salva iuris sedis apostolice auctoritate et episcopi / archiepiscopi canonica iustitia /*

Marinus I. (882) bis zum Pontifikat Celestins III (1198)) nr. 14037, cité par Ludwig FALKENSTEIN: *La papauté et les abbayes françaises aux X^e et XI^e siècles. Exemption et protection apostolique.* (Bibliothèque de l’École des Hautes Études Sciences Historiques et Filologiques 336) Paris, 1997. (dans ce qui suit: FALKENSTEIN 1997) p. 22–23. Cf.: Paul FABRE: *Étude sur le Liber Censuum de l’Eglise Romaine.* Paris, 1892. 101.

³³ Cf. récemment avec références supplémentaires: Gergely KISS: *Abbatia regalia [!] – hierarchia ecclesiastica. A királyi alapítású bencés apátságok egyházi helyzete a 11–13. században* [Abbatia regalia [!] – hierarchia ecclesiastica. Le statut juridique des abbayes royales bénédictines aux XI^e–XIII^e siècles]. Budapest, 2006. 33–37.

³⁴ Depuis l’époque d’Alexandre III le formule *specialiter* fut suffisant à désigner l’exemption, par conséquent le dernier fut une addition. Un bon exemple est la lettre d’Alexandre III adressée à André, évêque d’Arras en matière de l’abbaye de St. Vaast: „*Inde est quod fraternitatem tuam monemus atque mandamus, quatenus honores et libertates et iura monasterii Sancti Vedasti quod nullo mediante ad iurisdictionem beati Petri et nostram proprie ac specialiter pertinet, nulla ratione minuere vel disturbare presumas [...]*”. Cité par FALKENSTEIN 1997. p. 160, note nr. 34. La notion même remonte vraisemblablement à une variation antérieure – apparue depuis le IX^e siècle – à la forme *nulli-nisi* (en général: *nulli alii nisi Romano pontifici subiectur*). P. ex. en 872, 1156: Bagno di Romagna (Völkert PFAFF: *Die päpstlichen Klosterexemptionen in Italien bis zum Ende des zwölften Jahrhunderts. Versuch einer Bestandaufnahme. Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte Kanonistische Abteilung* 72 (1986), p. 76–114 / dans ce qui suit: PFAFF 1986), ici: p. 93. nr. 3; *Patrologia cursus completus. Series Latina.* t. I-CCXXI. Éd. Jacques-Paul Migne. Parisii, 1841–1864. / dans ce qui suit: PL/ t. CLXXXVIII. col. 1472.). La notion fut enregistrée chez Alexandre III pour la première fois en 1168. (St. Victorinus, Benevento: PL t. CC. col. 479.). PFAFF 1986, 82, 83–84. Cf.: Georg SCHREIBER, *Kurie und Kloster im 12. Jahrhundert. Studien zur Privilegierung, Verfassung und besonders zum Eigenkirchenwesen der vorfranziskanischen Orden vornemlich auf Grund der Papsturkunden von Paschalis II. bis auf Lucius III. (1099–1181).* t. I-II. Stuttgart, 1910. (dans ce qui suit: SCHREIBER 1910) t. I. p. 55, 68–69.

³⁵ 1167: S. Trinitas, Mileto (PFAFF 1986. 98. nr. 36. = *Italia Pontificia* conguessit P. F. KEHR. (dans ce qui suit: IP) X. *Calabria, Insula.* Ed. Dieter Girgensohn. Zürich, 1975. p. 147.), 1186: Bernate (IP VI/1. *Liguria sive Provincia Mediolanensis. 1: Lombardia.* Berlin, 1913. 133.), 1194: S. Maria de Parvo Ponte, Brindisi (IP IX. *Sammium, Apulia, Lucania.* Ed. Walter Holtzmann. Berlin, 1962. 398.).

reverentia qui faisait allusion au maintien de quelques éléments du pouvoir de l'évêque (ou de l'archevêque) diocésain.³⁶

L'incertitude de l'usage des formules appliqués dans les privilèges pontificaux se voit, elle aussi même en Hongrie. Je citerai exprès des exemples portant sur des abbayes royales, tenues – au moins depuis l'époque d'Alexandre III – privilégiées, soumises à la juridiction de l'archevêque d'Esztergom. Est-ce que les formules des chartes pontificaux confirment cette hypothèse ? Dans le cas de Pannonhalma – une abbaye bénédictine royale – les bulles pontificales des années 1175–1187 se servent d'avantage des termes *protectio*, *libertas* et *salva iuris sedis apostolice auctoritatis*, près desquels certains éléments de l'exemption furent mentionnés précisément (défense d'excommunication, d'interdit et de convocation au synode). Ce fut le privilège de Clément III, daté du 1189 qui employa une formule généralisant – *salva iuris sedis apostolice auctoritatis* au sens juridique du terme) – pour décrire la subordination juridictionnelle de l'abbaye par rapport au Saint Siège. Innocent III, lui y « ajouta » quelques années plus tard le formule *nullo medio / mediante*.³⁷ L'usage différent du « trio » *census – protectio – libertas* est bien plus caractéristique.

Innocent III, le même pape ordonna en 1209 à l'abbaye bénédictine royale de Garamszentbenedek de payer un *census* en reconnaissance de la *libertas* accordée. Cependant une année plus tard, il disposa pour une autre abbaye royale, Somogyvár le paiement du cens comme signe de la *protectio*. Dans le premier cas Innocent III y entendait sous le terme *libertas* la libre élection de l'abbé et le droit de propriété et de dîme, tandis que dans le second elle équivalut à la libre élection de l'abbé et à la *protectio*. D'autres éléments confirment que ces établissements jouissaient à cette époque plusieurs éléments de l'exemption. Par conséquent l'usage presque parallèle et

³⁶ Friedrich Thaner étudia la période de Grégoire VII à Adrien IV (1073–1159), précédant justement celle d'Alexandre III, et il précisa que le formule fut employé jusqu'en Innocent II en 63 cas, tandis que, depuis Célestin III, le nombre de l'usage remonta à 314. Au premier temps le formule était très varié (*ius, iustitia, auctoritas, reverentia*). Cf.: Friedrich THANER, *Über Entstehung und Bedeutung der Formel: Salva sedis apostolicae auctoritate in den päpstlichen Privilegien*. Wien, 1872. 1–45. p. 8; SCHREIBER 1910. t. I. 58–62; FALKENSTEIN 1997, p. 175–177. P. ex.: JL nr. 4847, 5093, 5125, 5282, 5366, 5446, 5512, 5564, 5572, 5688, 5716, 5845, 5858, 5867, 5940, 5945, 6012, 6013, 6015, 6075, 6088, 6119, 6137, 6157, 6647, 6657, 6845, 6849, 6931, 6932, 6984, 7023, 7038, 7064, 7154, 7157, 7166, 7193, 7205, 7223, 7411, 7420, 7468, 7565, 7572, 7576, 7603, 7612, 7621, 7654, 7655, 7656, 7825, 7830, 7840, 7985, 8111, 8209, 8227, 8454, 8489, 8490, 8499, 8515, 8520, 8521, 8560, 8562, 8583, 8593, 8602, 8603, 8604, 8662, 8734, 8739, 8769, 8949, 9470, 9549, 9702, 10147.

³⁷ Voir en détail: Kiss 2006. p. 80–91.

contradictoire de ces mêmes termes (*census = protectio* ou *libertas* ?) montre clairement cette incertitude de l'usage des descriptifs.

Conclusion

L'église hongroise aux XI^e-XII^e siècles fut très loin d'avoir une structure bien hiérarchisée. Au XI^e siècle – au moins à l'intérieur du royaume – la prépondérance de l'archevêque d'Esztergom fut assez floue. Kalocsa, de son côté ne faisait que les premiers essais de développement d'une juridiction territoriale à la fin de cette même époque. Au XII^e siècle s'imposa de plus en plus la délimitation de la juridiction des deux archevêques, ainsi que les droits spéciaux d'Esztergom. Symptôme de cette incertitude, des querelles furent éclatées au milieu du siècle qui devenaient acharnées aux décennies suivantes pour avoir une résolution définitive dans les années 1230. Là s'approuva l'indépendance de la province ecclésiastique de Kalocsa, la primauté et les droits spéciaux d'Esztergom.

Ce même courbe d'évolution interne était accompagné par un autre, à l'extérieur. Même la papauté tenait l'église hongroise d'une façon mouvementée. Au début du XI^e siècle Esztergom fut tenu à Rome le représentant de toute l'église hongroise, tandis qu'au XII^e siècle les querelles des deux archevêques et l'imprécision des termes et des formules donnèrent ensemble l'occasion à l'incertitude que la papauté eut difficulté à franchir. Les chartes pontificales citées – que ce soient celles qui, en générale, portaient sur la primauté et les droits spéciaux de l'archevêché d'Esztergom ou d'autres, plus spécifiées qui cernaient des établissements concrets (abbayes royales) – montre la même incertitude. Elle se nourrissait en effet autant du flou de la situation interne que le boitement du langage juridique pontifical.

Annexe

Le plan de traité des prélats hongrois (12 février 1212)³⁸

„[...] *Illustri regi Ungarie. Illa te, fili carissime caritatis prerogativa diligimus, quum inter alios mundi principes erga personam nostram, et sacrosanctam Romanam ecclesiam devotissimum te sciamus, quod preces et petitiones ex parte tua nobis oblatas, intendimus libenter admittere, quantum cum nostra possumus honestate. Inde siquidem fuit, quod venerabilem fratrem nostrum Vesprimiensem episcopum, ad sedem apostolicam accedentem, paterna benignitate suscepimus et que tam per eum, quam per tuas nobis litteras intimasti, pleno concepimus intellectu. Qui denique inter cetera proposuit coram nobis quod quum de pace perpetuo statuenda, inter Strigoniensem et Colocensem ecclesias, diu fuerit, te [sc. rege] mediante tractatum, tandem venerabilis frater noster, Strigoniensis archiepiscopus de consensu et voluntate suffraganeorum Strigoniensis ecclesie, videlicet Agriensis, Georiensis et prefati Vesprimiensis episcoporum ex parte una et dilectus filius Colocensis electus, de voluntate suffraganeorum Colocensis ecclesie, Waradiensis videlicet Cenadiensis et Ultrasilvani episcoporum ex altera, in certam formam concordie devenerint, quam per prefatos Georiensem, Vesprimiensem episcopos redigi mandaverunt in scriptis, quum illam in scriptis redactam in medium produxissent et supra ea fuisset diutius disputatum tandem ita correctam exstitit et conscripta, quod eam pars approbavit utraque et tam Strigoniensis archiepiscopus, quam Colocensis electus, cum ecclesiarum suarum suffraganeis ad sancta Dei evangelia iuraverunt, quod formam pacis, que continebatur in illo scripto posita coram eis, firmiter observarent et laborarent, ad hoc nihilominus bona fide, ut nos compositionem confirmarem eandem. P. quoque Quinqueecclesiensis prepositus ab episcopo suo missus pro eo et Benedictus prepositus Sancti Thome nec non et Iacobus scholasticus Strigoniensis pro capitulo eiusdem ecclesie a quo sub debito iuramenti se asseruerunt habere mandatum et Hubaldus Poseniensis prepositus iurarunt etiam illud idem. Pro Colocensi vero ecclesia Iacobus Colocensis et Hosmundus Sancti Laurentii prepositi presterunt consimile iuramentum. Unde prefatus episcopus ex parte tua nobis humiliter supplicavit, ut compositionem eandem, quam sigillorum predictorum, electi et Varadiensis, Cenadiensis, Ultrasilvani, Agriensis et ipsius Vesprimiensis episcoporum, nec non capitulorum Colocensis, et Bachiensis nobis exhibuit munimine roboratam, auctoritate dignaremur apostolica roborare, cuius tenor talis est:*

«*In nomine patris et filii et Spiritus sancti. Amen. Hec est forma pacis inter Strigoniensem et Colocensem archiepiscopos. Prima coronatio regum Ungarie specialiter spectat ad solam Strigoniensem ecclesiam. Verumtamen, si Strigoniensis non posset, vel malitiose nollet regem coronare, vel Strigoniensis ecclesia vacaret, coronet regem Colocensis, nullum ex tali coronatione ius sibi vendicando in prima coronatione. Secunda coronatio ei deinceps equaliter pertineat ad utrumque. De proventu monete decima pertineat ad ecclesiam Strigoniensem, ubicunque in regno*

³⁸ Le texte est retenu par la négation du pape Innocent III (12 février 1212). FEJÉR Vol. III. t. 1. p. 129–134; MES t. I. p. 198–200. (daté à 1211, édition fragmentaire !); *Regesta pontificum Romanorum inde ab anno post Christum natum MCXCVIII ad annum MCCCIV*. Ed. Augustinus Potthast. t. I–II. Berolini, 1874–1875. (nouvelle édition: Graz, 1957) nr. 4378.

Ungarie cudatur, quod si cudi desierit generalis moneta totius Ungarie, quidquid loco generalis monete successerit, decimam habeat Strigoniensis ecclesia. Strigoniensis archiepiscopus renunciat omni iurisdictioni et iuri spirituali quod habebat, vel habere videbatur in provincia Colocensi preter decimam monete, si ibi contingeret fabricari.

Iudicium officialium domus regie quilibet episcopus habeat in sua parochia. Exhibitio sacramentorum regibus et eorum liberis tam ad ipsos archiepiscopos, quam ad alios episcopos in suis parochiis pertineat pro voluntate regis. In omnibus aliis utrique ecclesie iura sua conseruentur illesa et consuetudines antique. Si qua autem privilegia vel rescripta, quandocumque prolata fuerint contra hanc formam, vires non habeant, salva in omnibus auctoritate apostolica. Quodsi papa non adprobaverit, res sit in eo statu, in quo nunc est. Iuraverunt ambo archiepiscopi et eorum suffraganei, qui presentes erant, nec non et prepositus Quinqueecclesiensis, qui vice domini sui episcopi intererat, nec non et procuratores capitulorum utriusque ecclesie, quod secundum formam prescriptam bona fide pacem prescriptam observabunt, et sine fraude ad confirmationem laborabunt. »

„Quumque super his cum fratribus nostris deliberare vellemus, dilecti filii, Iacobus scholasticus et Nicolaus canonicus prefati archiepiscopi nuncii et M. thesaurarius et Io[hannes] archidiaconus Strigonienses procuratores eiusdem loci capituli petierunt a nobis audientiam sibi dari. Qua ipsis de more concessa, nuncii proposuere predicti, quod inter prefatos archiepiscopum et Colocensem electum et eorum suffraganeos talis compositio interuenit, ut prima coronatio regum Ungarie, ubicumque in ipso regno eos primum contingeret coronari, solius Strigoniensis ecclesie iuris esset et monete, ubicumque cuderentur in regno, vel illius, quod loco colligeretur monete, decima ad eandem ecclesiam pertineret, ac tu et carissima in Christo filia, Ungarorum regina, per vestras a nobis litteras peteretis, quatinus primam sedem, primamque vocem cum iuribus supra dictis, que tu et supra dicta regina, nec non et pars Colocensis publice prefate Strigoniensi recognovistis ecclesie, ipsi perpetui dignaremur privilegii munimine roborare, super aliis vero, de quibus inter eos esse videbatur contentio, propter bonum pacis sic exstitit ordinatum, ut nec Strigoniensis in Colocensi, nec Colocensis in Strigoniensi, preter predicta, sibi iuris aliquid vindicaret, auctoritate in omnibus apostolice sedis salva, ita, quod, si hec non approbarentur a nobis, res in eo statu, in quo tunc fuerat, remaneret. Unde, quidquid sit scriptum, vel iuratum esse dicatur, hoc actum et intellectum esse a patribus asserebant et illud ex parte archiepiscopi confirmari a nobis suppliciter postulabant, asserentes sic actum et intellectum fuisse. Idem archiepiscopus et prefati Agriensis et Geuriensis episcopi suis litteris declararent. Procuratores vero Strigoniensis capituli proposuere constanter, quod tam illa compositio, quam redactam in scriptis prefatus episcopus nobis exhibuit, quam illa, in quam prefati nuncii dixerunt archiepiscopum consensisse, inita fuerat sine assensu capituli et in enorme dispendium Strigoniensis ecclesie redundabat. Nos igitur attendentes, quod olim nobis multa precum instantia supplicares, ut super iure coronandi reges Ungarie Strigoniensi ecclesie privilegium concedere dignaremur, nosque tuis precibus inclinati et super hoc privilegium concesserimus. considerantes etiam, quod si potestas coronandi reges Ungarie penes diversas ecclesias resideret, toti regno grave periculum et heredibus tuis grande posset dispendium generare, quum sicut plenius ipse nosti frequenter inter regum Ungarie coheredes super obtinenda regni

corona scandalum sit exortum, quod utrique posset facilius suboriri, si eos diversos coronatores contingeret invenire, propter contradictiones et rationes prescriptas compositionem huiusmodi non potuimus, sicut nec debuimus confirmare. Super episcopatu quoque de novo creando Cibiniensem ecclesiam in Ultrasilvana diecesi, qui metropoli Colocensi subdatur, petitionem regiam nequivimus exaudire, quoniam sive apostolice sedi, sicut tu ipse firmiter protestaris, sive Strigoniensi metropoli, sicut procuratores ipsius fortiter asserebant Cibiniensis prepositura sit in spiritualibus immediate subiecta, id absque dubio in alterutrius preiudicium redundaret. Sed et quidam, qui se nuncium venerabilis fratris nostri Ultrasilvani episcopi faciebat, contradicebat omnino, gravem et enormem Ultrasilvani episcopatus diminutionem allegans. Serenitatem igitur regiam rogamus, monemus et exhortamur attentius, quatinus ad duritiam nobis non imputet, quod compositioni predictae robur non attribuimus firmitatis, sed tam providentie, quam iustitie id adscribas, quibus regni et heredum tuorum indemnitatibus duximus precavendum et iuris ordinem observandum, quum omnibus facti simus in iustitia debitores, sciturus pro certo, quod in nullo unquam a nobis patieris repulsam, in quo quisquam principum debeat exaudiri. Datum Laterani, IIo Idus Februarii, pontificatus nostri anno quarto decimo.”

